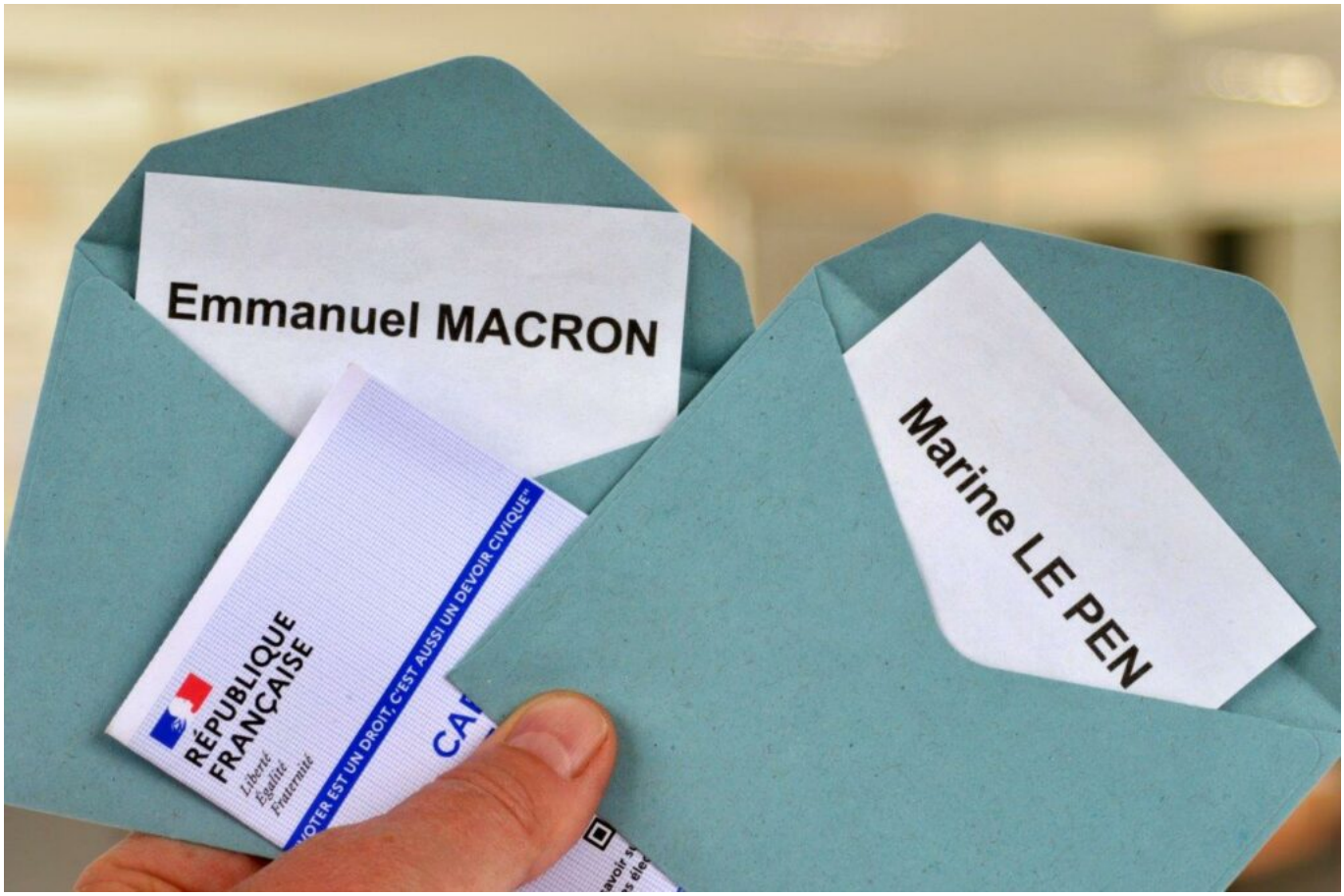
Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

Présidentielles : les parlementaires vauclusiens choisissent leur camp



Après Cécile Helle, maire socialiste d'Avignon, qui a appelé à faire barrage à l'extrême droite, plusieurs parlementaires vauclusiens sont également montés au créneau à l'occasion du second tour de la présidentielle entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen afin de faire part de leur consignes de vote.

Ainsi, dans un communiqué le sénateur Jean-Baptiste Blanc (LR-Les républicains) explique qu'il « entend l''exaspération des électeurs qui n'en peuvent plus qu'on leurs disent ce qu'ils ont à faire ».
Pour autant, l'élu, aussi conseiller départemental de Vaucluse, rappelle que même s'il s'est opposé « aux projets de lois du gouvernement d'Emmanuel Macron » il reste « porté par ses valeurs et ses convictions ». Au final, Jean-Baptiste Blanc, qui assure « qu'il ne cessera jamais de combattre l'extrémisme », précise qu'il « ne votera jamais pour le Rassemblement national » sans pour autant

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

préciser s'il allait voter pour le Président de la République sortant.
« Mon vote ne sera pas un blanc-seing pour Emmanuel Macron, ni un quitus et encore moins un ralliement, Conclut-il. Dès le 24 avril, je retrouverai ma liberté, mes idées et ma seule priorité : le Vaucluse. »

Alain Milon, l'autre sénateur LR vauclusien, n'hésite pas à afficher plus clairement sa position en suivant la consigne de vote de Valérie Pécresse et en appelant à voter pour le Président de la République.
Pour sa part, Julien Aubert, député LR de la 5e circonscription de Vaucluse, annonce clairement qu'il ne votera pas Emmanuel Macron. Il ne devrait toutefois pas apporter son suffrage à la présidente du RN puisqu'il réfléchit plutôt à voter blanc. Tout comme Jean-Claude Bouchet, député LR de la 2e circonscription.



Souad Zitouni, députée de la 1re circonscription, a reçu la ministre chargée de la Ville, Nadia Hai avec laquelle elle s'est rendue dans les quartiers avignonnais de Saint-Chamand et de la Reine Jeanne pour échanger avec les habitants.

A l'inverse, bien que déçu par le score de sa candidate Anne Hidalgo, Lucien Stanzione, sénateur PS du Vaucluse, est sur la même longueur d'onde que la maire d'Avignon et appelle aussi à voter pour Emmanuel Macron.
Par ailleurs, les deux députés LREM (La République en marche) vauclusiens appellent forcément à voter pour leur candidat. Adrien Morenas, député de la 3e circonscription, annonce déjà qu'il sera présent au

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

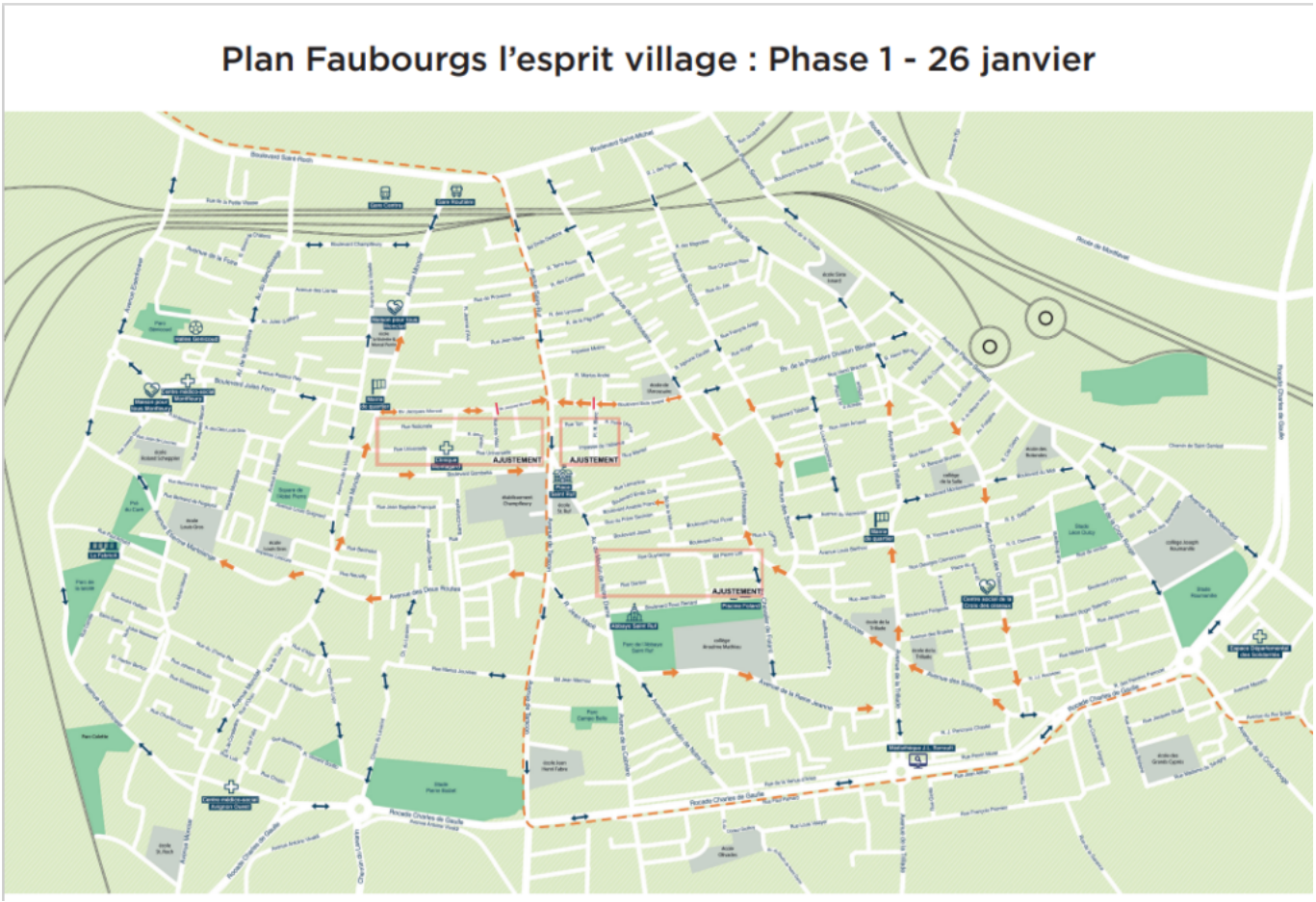
Ecrit par le 3 novembre 2026

meeting d'Emmanuel Macron au Pharo à Marseille samedi prochain.
De son côté, Souad Zitouni, députée de la 1re circonscription, a sorti le grand jeu en recevant la ministre chargée de la Ville, Nadia Hai avec laquelle elle s'est rendue dans les quartiers avignonnais de Saint-Chamand et de la Reine Jeanne pour échanger avec les habitants.
« Ce fût un moment chaleureux, où nous avons pu entendre les difficultés encore rencontrées par les habitants des quartiers ; mais aussi un moment de pédagogie où nous avons pu expliquer le rôle et l'ambition de l'État en matière de rénovation urbaine » explique l'élue qui appelle également « à la mobilisation générale pour Emmanuel Macron face à l'imposture de l'extrême droite, au repli et l'exclusion, contraires aux valeurs républicaines. »

Plan Faubourgs : un boulevard entre Fabrice Martinez-Tocabens et Adrien Morenas

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026



La réponse ne s'est pas fait attendre. Fabrice Martinez-Tocabens, adjoint au maire d'Avignon, délégué à la 'ville apaisée et respirable', s'est saisi de sa plume pour contrer la charge du député Adrien Morenas au sujet du plan Faubourgs.

« Nous vous remercions de l'intérêt soudain, nouveau et inattendu que vous portez à Avignon », entame l'adjoint dans son communiqué de presse à l'attention du député de la 3e circonscription de Vaucluse. L'un soutient que les décisions de la municipalité éloignent encore plus les Vauclusiens du chef lieu du département en matière de travail, de commerce, de services administratifs et médicaux. L'autre déplore « qu'à aucun moment », la ligne du TER Carpentras-Avignon ou l'utilisation des lignes de bus interurbains sont mis en avant.

Le plan Faubourgs, qui nourrit les prises de position diverses, a pour but de déployer de nouveaux aménagements, des zones 30, des boucles de circulation pour éloigner les voitures, désengorger la cité et apaiser la ville. L'effet produit est tout bonnement inverse selon le député Adrien Morenas qui cite notamment le boulevard Saint Michel où la municipalité a réussi selon lui « l'exploit de créer un nœud de circulation » où aux heures de pointe, les administrés « peuvent attendre jusqu'à une heure pour pouvoir le dépasser ».

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

En matière de stationnement gratuit, la ville n'en manque pas selon le conseiller départemental, en témoigne « les 3000 places à l'heure actuelle à proximité immédiate du centre ancien (parking des Italiens, parking de l'ile Piot, parking des allées de l'Oulle…) ». Adrien Morenas a saisi les services de la mairie, « ils nous répondent que les administrés peuvent se garer au parking des Italiens et prendre une navette jusqu'au palais de justice » rapporte le député qui déplore « une gymnastique organisationnelle ».

« Je vous invite, monsieur le député de Carpentras, vous qui semblez plus intéressé par Avignon que par les enjeux de votre circonscription, à vous mobiliser et à soutenir la ville d'Avignon et le Grand Avignon dans la mise en place de la gratuité entre les sorties Avignon Nord et Avignon Sud de l'autoroute A7, réclamée par Madame le Maire, Cécile Helle depuis des mois, et qui permettrait d'enlever une part du transit qui se fait sur notre territoire », tranche Fabrice Martinez Tocabens.

Le conseiller départemental évoque volontiers la cartographie des frontières : « peut-être est-ce un peu loin pour vous, mais je vous rappelle qu'Avignon se trouve à la croisée de trois départements, de deux régions, qu'elle est aussi bordée par le Rhône et la Durance, rendant fort complexe les aménagements, mais aussi les prise de décisions. » Il suggère qu' « en tant que législateur », le député s'intéresse à ces questions et passe ainsi de « critique électorale » à une stratégie de simplification des rôles des collectivités.

Lire notre article : Plan Faubourgs : Adrien Morenas ne passe pas par quatre chemins

---

Plan Faubourgs : Adrien Morenas ne passe pas par quatre chemins

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026



Le député LREM de la 3e circonscription, Adrien Morenas, monte au créneau au sujet du plan Faubourgs à Avignon.

« Alors que depuis des années, votre famille politique dit à tout va qu'elle souhaite instaurer des consultations citoyennes afin de prendre des décisions structurantes, vous venez de démontrer que la réalité est très loin des actes », amorce Adrien Morenas par voie de communiqué, interrogeant Cécile Helle, maire d'Avignon : « pourquoi n'aimez-vous pas le Vaucluse ? »

Au cœur des débats, le plan Faubourgs avec notamment la mise en sens unique depuis janvier dernier des boulevards Sixte Isnard et Jacques Monod. La volonté ? Déployer de nouveaux aménagements, des zones 30, des boucles de circulation pour éloigner les voitures, désengorger la cité et apaiser la ville.

« Chef lieu du Vaucluse »

Le député est catégorique, les décisions de la municipalité « éloignent de plus en plus les Vauclusiens de leur ville centre, en matière de travail, de commerces ou d'accès à la culture ». Pour illustrer ses propos, Adrien Morenas cite le boulevard Saint Michel où la municipalité a réussi selon lui « l'exploit de créer un nœud de circulation » où aux heures de pointe, les administrés « peuvent attendre jusqu'à une heure pour pouvoir le dépasser ».

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

Autre enjeu majeur selon l'élu carpentrassien : la capacité de stationnement gratuit. « […] Un justiciable de notre département qui veut se rendre au tribunal judiciaire d'Avignon, se voit dans l'obligation d'ajouter au temps de trajet, un temps défini pour trouver une place de parking », soulève-t-il. Adrien Morenas dit avoir saisi les services de la mairie, « ils nous répondent que les administrés peuvent se garer au parking des Italiens et prendre une navette jusqu'au palais de justice » rapporte le député qui déplore « une gymnastique organisationnelle ».

Adrien Morenas rappelle qu'Avignon reste « le chef lieu du Vaucluse », en ceci que la cité papale regroupe de nombreux services administratifs ou médicaux quelques fois inexistants dans certaines communes. Il revient également sur « la perte de chiffre d'affaires » subie par certains acteurs économiques dont les commerçants. Et de conclure : « Madame la maire, le département de Vaucluse ne peut vivre sans Avignon, vous semblez oublier qu'Avignon ne peut vivre sans le Vaucluse, alors arrêtez de regarder vers le Gard et les Bouches-du-Rhône et revenez-nous Vauclusienne ».

130 000 véhicules quotidiens

En janvier dernier, Fabrice Martinez-Tocabens, adjoint délégué à 'la ville apaisée et respirable', prenait la parole lors d'une conférence de presse. L'occasion de revenir sur les principaux constats ayant motivé ces décisions : «130 000 véhicules quotidiens qui transitent, engorgeant les quartiers et détériorant la vie de 30 000 habitants asphyxiés par la pollution de l'air, sonore, visuelle, l'absence de sécurité pour les usagers de l'espace public ».

Plusieurs objectifs du plan Faubourgs étaient alors évoqués : « éliminer le transit constitué de 60 000 automobilistes qui empruntent les faubourgs les traversant d'Est en Ouest et vice-versa », précisait Fabrice Martinez-Tocabens. Et dans la foulée : « créer de l'aménagement pour développer les mobilités », détaillait Frédérique Corcoral, adjointe au maire, précisant l'aménagement de 7,5 km de pistes cyclables sécurisées, de trottoirs et de couloir de bus.

La municipalité faisait alors part des premiers résultats. La mise en sens unique des boulevard Sixte Isnard et Jacques Monod aurait réduit le trafic de 75% avec 10 800 véhicules/jour en moins et de 30% soit de 1 800 véhicules sur l'avenue des deux routes et la rue Jean Macé. L'avenue Monclar aurait comptabilisé 1 500 véhicules (-44%), 2 670 pour l'avenue des Sources (-47%), 3 350 pour l'avenue de la Trillade (-45%) et 3 105 pour l'avenue Eisenhower (-21%). Quant à la piste cyclable Monclar mise en service en juillet 2021, elle induirait une augmentation en été de 50% de sa fréquentation et 20% les mois suivants.

Lire aussi : Avignon, Plan faubourgs, la Ville persiste et signe !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

Ukraine : Adrien Morenas appelle à une « coordination des efforts municipaux »



Le député LREM de la 3e circonscription de Vaucluse, Adrien Morenas, sollicite les élus du département dans le cadre de l'accueil des réfugiés ukrainiens. Alors que l'offensive russe s'accentue, au moins un demi-million de civils ont fui leur foyer dont les deux tiers ont franchi les frontières pour se réfugier dans les pays voisins, a affirmé l'ONU dimanche 27 février. Voici l'appel du député :

« A l'heure où des centaines de milliers d'ukrainiens prennent le chemin de l'exode à nos frontières nous nous devons de répondre à ce nouvel enjeu humanitaire immédiat. Si je salue les différentes initiatives de certains maires de Vaucluse, j'en appelle Jean-François Lovisolo et Pierre Gonzalvez, co-présidents de l'Association des maires de Vaucluse, ainsi que Robert Tchobdrenovitch, président de l'Association des maires ruraux de Vaucluse, à une coordination des efforts municipaux afin de proposer une réponse

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

globale efficace en matière d'accueil des réfugiés ukrainiens. Cet appel, s'il est entendu, permettra aux autorités compétentes de pouvoir anticiper et préparer au mieux l'accueil de ces réfugiés fuyant l'oppression de l'envahisseur russe. Je me tiens prêt à organiser une réunion dès que possible afin d'établir l'état des lieux et la disponibilité des unités d'accueils dédiées. Connaissant hélas la vacance gestionnaire de certains de nos quartiers vauclusiens, il me semble opportun que le Département, par l'intermédiaire de sa présidente Dominique Santoni, se positionne aussi dans les plus brefs délais. »

Lire aussi : Ukraine, l'appel aux maires de Vaucluse

L.M.

Lavande : un brin de victoire en commission des affaires européennes

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026



La Proposition de résolution européenne (PPRE) visant à sauvegarder la lavandiculture française a été adoptée à l'unanimité et révisée en commission des affaires européennes.

L'enjeu est de taille. La France est le premier producteur au monde d'huile essentielle de lavandin (environ 1 500 tonnes par an) et le deuxième producteur mondial d'huile essentielle de lavande. Les exportations d'huiles essentielles représentaient 1,3 milliard d'euros en 2018 pour la région Sud, sur un total de 2,7 milliards de produits agricoles. A lui seul, ce secteur génère plus de 9 000 emplois directs et plus de 17 000 emplois indirects issus de l'activité touristique en France. Environ 250 producteurs sont référencés en Vaucluse.

A l'origine de l'inquiétude grandissante depuis 2013, une règlementation européenne qui impliquerait un changement de statut de la lavande : de produit naturel à toxique. Selon Julien Aubert, protéger les consommateurs en éliminant les molécules dangereuses pour la santé est louable, mais classer l'huile de lavande comme un produit chimique prouve « une méconnaissance des huiles et de la manière de les règlementer ».

Le député LREM, Adrien Morenas, présentait son rapport en tant que rapporteur de la PPRE du député Julien Aubert à laquelle il « adhère complètement ». Adrien Morenas souhaite par ailleurs élargir sa

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

proposition à toutes les Plantes à parfum aromatiques et médicinales (PPAM) car « elles sont toutes soumises à la même réglementation européenne », à savoir le règlement REACH.

Distinction en fonction du tonnage

La version initiale de la PPRE recommandait de considérer les huiles essentielles comme un produit agricole et les exclure de REACH. Selon Adrien Morenas, « considérer les huiles essentielles comme des produits agricoles ne change rien, la réglementation européenne s'applique dès qu'un produit est commercialisé dans le marché intérieur. » Par ailleurs, exclure les huiles essentielles de REACH n'est pas « une solution de long terme et les producteurs n'y sont pas tous favorables », souligne le député LREM.

Après avoir discuté avec les parties prenantes : Commission européenne, ministères, interprofession, Adrien Morenas propose une autre approche. « La réécriture que j'ai proposée défend une distinction claire entre les petits producteurs (en dessous d'une tonne par an) et les productions à des fins industrielles. Les petits producteurs, ne sont pas concernés par REACH actuellement, cette situation doit être pérennisée », suggère Adrien Morenas.

De même, le commerce au détail d'huile essentielle doit selon lui être exempté de la révision CLP qui encadre l'étiquetage des produits chimiques. « Il n'est pas question d'avoir des pictogrammes avec des têtes de mort sur des petits flacons d'huile essentielle », soutient le député LREM.

Pour les productions à des fins industrielles couvertes par REACH, la plupart des producteurs se situant dans la catégorie entre 1 à 10 tonnes, il a suggéré qu'ils soient exemptés des nouvelles exigences. « Les coûts financiers et les exigences techniques sont trop élevés par rapport à ce que peut supporter une petite filière comme les PPAM », explique Adrien Morenas.

La nouvelle version demande également des clarifications pour la classification des perturbateurs endocriniens pour que la filière puisse se préparer en amont. Adrien Morenas a ainsi proposé à l'Union européenne et au gouvernement de mettre en place des mesures « transitoires, échelonnées et adaptées en vue de ces révisions ».

Une « épée de Damoclès »

Le premier objectif que Julien Aubert s'était fixé en écrivant cette proposition est atteint : mettre le sujet de la lavande à l'agenda de la présidence française de l'Union européenne avec l'obligation morale du gouvernement d'en profiter pour protéger la lavande. « La version adoptée apporte d'ailleurs d'importantes garanties pour la filière », affirme le parlementaire.

Toutefois, le texte validé laisse planer selon le député LR une « épée de Damoclès au-dessus des producteurs de Vaucluse, avec à court terme des contraintes lourdes et à plus long terme la menace de disparition de la filière […] ». Il s'explique : « la PPRE revisitée fait le choix de demander à la Commission européenne des éclaircissements ou des assouplissements avec des exceptions pour les petits tonnages et ne remet pas en cause la règle originale qui a été d'inclure l'huile essentielle de lavande pour les produits chimiques soumis, de ce fait, à REACH. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

Pour y remédier, le parlementaire proposait de s'appuyer sur la classification internationale INCI pour distinguer l'huile essentielle de lavande (naturelle) de l'essence de lavande (chimique). « Il s'agissait de considérer les huiles essentielles pour ce qu'elles sont : des produits naturels qui devraient être exemptés de REACH », indique le député qui regrette que cette proposition n'ait pas été retenue car elle constituait une « attente forte de la part des producteurs de Vaucluse » avec lesquels Julien Aubert a longuement travaillé.

Adrien Morenas : la ruralité aux racines du mandat



En 2017, le député LREM Adrien Morenas succède à Brune Poirson pour porter les intérêts des

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

Vauclusiens de la 3e circonscription. Après une myriade de lois votées au Parlement et une tempête sanitaire qui bouscule la société, point d'étape non exhaustif de la législature.

Le député nous faisait part de sa volonté de poursuivre le travail législatif en 2022, dans ce « temple » que représente l'Assemblée nationale. « Nous avons voté des textes décisifs pour l'avenir de notre pays mais aussi pour notre département que ce soit sur le plan économique, écologique, de l'enseignement, du soutien aux entreprises », liste le parlementaire. Passionné de pêche, profondément animé par la ruralité qui forme le cœur battant de notre territoire, Adrien Morenas fait de la transition écologique et énergétique son cheval de bataille.

Vice-président de la commission 'Développement durable et aménagement du territoire', il s'emploie à accompagner les projets qui ont du sens. En témoigne la solution de barquette plastique recyclée fabriquée en France, de l'association des producteurs de raisin AOP 'Muscat du Ventoux'. Il soutient la recherche agronomique et se saisit avec ses confrères du dossier de l'Institut de l'abeille (ITSAP) à Avignon. L'unique établissement national de recherche dédié à la filière apicole, bénéficie alors d'aides d'urgence et de crédits conséquents du ministère pour sa restructuration.

La commission le désigne rapporteur pour avis sur la première partie du Projet de loi de Finances 2020 sur le titre 'Paysages, eau et biodiversité'. Une nomination qui s'inscrit dans la continuité de ses actions politiques : présentation du rapport de la 'Mission d'information sur la ressource en eau', participation aux 'Comités de pilotage des assises de l'eau', présidence du groupe d'études 'Pêche de loisir et préservation du milieu aquatique'.

« La France est le premier pays au monde à réaliser une évaluation environnementale de l'ensemble de son budget. Ce 'budget vert' a d'ailleurs augmenté de 8,5 milliards d'euros entre 2020 et 2021, signe de l'engagement de la majorité présidentielle en faveur de la transition écologique », expose-t-il.

Des cerises en provenance de Turquie

Celui qui ambitionne une « Silicon valley de l'agroécologie » en Vaucluse s'engage aussitôt pour le soutien de l'agriculture face aux aléas climatiques, notamment les gelées tardives et la sècheresse engendrant des dégâts sur les récoltes. « A chaque fois que cela a été nécessaire, l'État a reconnu l'état de calamité agricole avec l'appui de l'administration et des acteurs locaux. En 2018, les exploitants vauclusiens concernés (cerises, lavandes, fourrages…) ont ainsi perçu 2,52M€ d'aides », souligne le député.

En 2018, il se mobilise contre l'importation de cerises en provenance de Turquie, traitées au diméthoate. « Je refuse de laisser noyer notre marché par des denrées ne respectant pas les standards sanitaires auxquels sont soumis nos producteurs. Je tiens à préserver notre économie agricole tout comme la santé des français », déclare le député qui saisit alors le gouvernement.

La filière de la cerise devient par ailleurs lauréate de l'AMI (Appel à manifestation d'intérêt) 'structuration des filières agricoles et agroalimentaires'. Une réussite résultant de la collaboration avec Jean-Christophe Neyron, président de l'AOP Cerises de France et René Reynard, en charge du dossier

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

plan de restructuration pour l'AOP.

Rémunération des agriculteurs

Au côté de la majorité, le député défend des objectifs ambitieux : 15% de surfaces agricoles en bio d'ici à 2022 contre 7,5% aujourd'hui et 50% de produits bio ou de qualité dans la restauration collective d'ici 2022. « Début 2020, plus de 23% des surfaces cultivées en Vaucluse l'étaient en agriculture biologique et 1198 agriculteurs étaient déjà engagés dans une démarche certifiée de transition agroécologique », énumère-t-il.

Dans la continuité de la loi EGalim, l'Assemblée nationale adopte en juin 2021 en première lecture, la proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs. Elle porte des avancées significatives : contrats écrits pluriannuels avec révision automatique des prix, transparence du coût d'achat de la matière première, création du comité de règlement des différends commerciaux, obligation d'indiquer le pays d'origine…

L'hôpital de Carpentras

Outre les enjeux liés à l'agriculture, la santé reste une préoccupation majeure pour l'ostéopathe de profession. « Pour notre ville de Carpentras, c'est près de 5 millions d'euros financés par l'Etat et la Région qui seront mis à disposition pour la rénovation et l'amélioration de la qualité de service de nos urgences », déclare le député dans le sillage de la venue d'Olivier Véran à Carpentras. Et de mentionner également les revalorisations salariales des soignants et du personnel hospitalier.

Depuis 2017, 16 maisons de santé pluriprofessionnelles supplémentaires ont été ouvertes en Vaucluse. Investi dans les enjeux de service de proximité et de qualité, Adrien Morenas intervient également lors du projet de restructuration des services de la trésorerie de Sorgues. Les missions de celle-ci devaient être initialement repartagées entre Avignon et Monteux. « Grâce à la mobilisation des acteurs locaux à mes côtés, nous avons pu obtenir le maintien de la trésorerie de Sorgues », se réjouit-il.

La Provence numérique

Il apporte son soutien aux projets innovants comme la Provence numérique de Carpentras. Dans la dynamique d'encourager ces tiers-lieux, l'État offre un soutien financier variant entre 75 000 et 150 000€ sur trois ans afin de conforter leur équilibre économique. « Une belle reconnaissance pour ce FabLab qui a 4 ans d'existence. Je me réjouis du lancement de cette coopérative dans laquelle chacun peut avoir un pouvoir et un rôle », juge le député.

Reconnue tant au niveau régional qu'international, la Provence numérique accompagne entreprises, associations, citoyens et collectivités dans leur transition numérique. « Depuis 2017, près de 3 millions d'euros ont ainsi été investis dans notre circonscription dans le cadre de la dotation DSIL (Dotation de soutien à l'investissement local, ndlr.). 5.652.616€ ont été alloués en Vaucluse dont 883.913€ dans ma circonscription, dans le cadre de la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) », déclarait le

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

député en septembre dernier.

Police de sécurité

Carpentras, Sorgues ou encore Vedène ont pu bénéficier du dispositif 'Police de sécurité au quotidien'. « Face au besoin grandissant de sécurité, j'ai pu obtenir l'augmentation des effectifs des forces de l'ordre sur notre territoire. Environ 3O postes ont été ouverts sur notre circonscription. Dans le même temps, des plans de prévention à la radicalisation ont été établis dans les villes de Carpentras et Monteux. Je me suis toujours employé à rencontrer l'ensemble des protagonistes en Vaucluse. Grâce à ma collaboration avec l'exécutif, et vu les excellents résultats des services de Carpentras, j'ai pu obtenir la garantie du maintien du Tribunal de Carpentras par le Premier Ministre Edouard Philippe », explique Adrien Morenas.

Rhéso pour les publics fragilisés

Il participe à l'inauguration de l'établissement 'Le Mosaïque' de l'association Rhéso, un nouveau lieu de vie au sein de Carpentras. « Un dossier que j'ai souhaité personnellement soutenir et accompagner. Bien plus qu'un simple hébergement, l'association intervient en faveur de l'insertion professionnelle, prodigue des soins, fait de la prévention et lutte contre les violences faites aux femmes », détaille le député. Rhéso accompagne aujourd'hui 400 personnes victimes de violences conjugales, dont 7 hommes. Et d'ajouter : « J'ai souhaité que l'association puisse être accueillie au sein de locaux accessibles, neufs et habilités à recevoir un public fragilisé. »

'France relance' en Vaucluse

Son livret édité en septembre proposait quelques chiffres clés de 'France relance'. Ce sont ainsi 3,53M€ mobilisés en Vaucluse pour 26 projets de rénovation des bâtiments de l'État. 37 projets ont bénéficié de près de 7,2M€ de dotation à l'investissement public local (DSIL exceptionnelle relance 2020) sur 3 thématiques prioritaires : transition écologique (4 531 068€), résilience sanitaire (1 694 002€), préservation du patrimoine public historique et culturel (973 533€).

'France relance', ce sont donc 13,8M€ de soutien à l'investissement public local en 2021. Au 1er juillet 2021, 2532 particuliers se sont saisis de MaPrimeRénov' pour réaliser 24,5M€ de travaux pour réduire l'empreinte carbone de leur logement, dont 7,5 millions d'euros d'aides de l'État. En avril 2021, 362 entreprises vauclusiennes avaient reçu un chèque numérique de 500€ et 179 avaient bénéficié d'un diagnostic numérique et d'un plan d'action individualisé.

A tous ses détracteurs vent debout contre le Projet de loi de finances 2022, il rétorquera : « l'investissement n'est jamais une folie dépensière lorsqu'il permet de sécuriser l'avenir ».

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

Maison commune : coloc’ solidaire ou copropriété périlleuse ?



‘Ensemble citoyens’, la maison commune avec Emmanuel Macron en tant qu’architecte a vu le jour. Une famille réunissant LREM, le Modem, Agir, Horizons, Territoires de progrès et En commun. Le député LREM Adrien Morenas qui s’est rendu à la Mutualité revient sur cet édifice et les prochaines présidentielles.

L’Echo du mardi : avec des personnalités aussi fortes de la majorité, la maison ne risque-t-elle pas de vaciller à la première secousse sismique ?

Adrien Morenas : il est bon lorsque l’on agrandit la famille de poser les jalons qu’il ne faudra pas dépasser. ‘Ensemble citoyens’ réunit des personnes qui sont persuadées d’une chose : le président doit se représenter car il est le seul capable de répondre aux problématiques et aux défis de notre pays. L’orgueil personnel passe au second plan, quelle que soit la famille politique. Nous sommes des maillons, l’idéologie politique est toujours plus grande. Edouard Philippe apporte une réponse à des personnes qui

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

souhaitaient rejoindre la majorité mais ne se retrouvaient pas forcement dans d'autres partis. Horizons marque l'aile droite, Territoires de progrès et En commun marquent l'aile gauche écologique. C'est la force de cette maison. Une idée juste, qu'elle soit de gauche ou de droite, doit être appliquée.

Le Modem et Agir auraient-t-ils raison de se méfier du nouveau parti d'Édouard Philippe qui chasse un peu sur leurs terres électorales : soutien au nucléaire, libéralisme économique, immigration contrôlée… ?

Non à mon sens. Ce n'est pas une question de méfiance. Je prends l'exemple d'Emmanuel Macron et François Bayrou qui ont marché l'un à côté de l'autre pendant cinq années. LREM et le Modem sont deux mouvements sociaux libéraux, une terminologie que j'aime mieux employer. Edouard Philippe a été le premier ministre de ce mouvement LREM et a appliqué les directives du programme d'Emmanuel Macron. A aucun moment, sauf sur réforme, il n'a dérogé à ce que demandait le président de la République. L'égo et les positions individuelles doivent être mis de côté au profit de l'intérêt commun.

N'est-ce pas un pari trop audacieux de faire coexister des piliers avec des divergences sur des thèmes aussi majeurs que la retraite ?

Pour avoir été au Havre le jour du lancement de son parti Horizons, Edouard Philippe n'a jamais évoqué de retraite à 67 ans. Il a simplement rappelé que beaucoup de pays voisins partaient à la retraite plus tard que nous, entre 64 et 67 ans. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de discuter de ce sujet avec les députés du Modem. Il fut une époque où il n'y avait pas pléthore de Bac+5, la population était divisée par deux, le taux de vie nettement inférieur à celui d'aujourd'hui. La retraite au bout de 40 annuités convenait parfaitement. Aujourd'hui, tout le monde est d'accord pour cotiser un peu plus. Où placer le curseur ? Comment cotiser 40 ans si quelqu'un commence à travailler à 25 ans ? L'âge pivot de départ doit être évoqué, faire l'objet de négociations impliquant tous les acteurs.

Qu'est-ce qui différencie 'Ensemble citoyens' de l'UMP qui a connu des crises internes successives ?

La différence avec l'UMP, c'est que ce parti a voulu rassembler toute la droite, y compris des personnes animées par des idées d'extrêmes droites. Ce qu'avait d'ailleurs fait le parti socialiste quand Mitterrand a été élu, en rassemblant les étiquettes sous le 'Front républicain'. Encore une fois, nous ne sommes pas « ni ni » mais nous sommes de droite et de gauche. Si nous voulons faire de grandes politiques sociales, il est nécessaire d'appliquer une politique économique rigoureuse en matière de budget.

Le point de friction majeur risque d'être les désignations de candidats pour les législatives. 'Ensemble citoyens' : joyeuse coloc' ou chacun chez soi ?

Il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs. Pour pouvoir prétendre se présenter aux législatives, il faut en premier lieu soutenir Emmanuel Macron pour la campagne qui s'annonce. Je n'ai pas vu beaucoup de personnes signer la tribune de soutien au président de la République en Vaucluse. La problématique d'Horizons n'est pas Edouard Philippe, mais plutôt les personnes qui espèrent obtenir quelque chose sans donner gage au président et le soutenir.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

Le Sénat a rejeté en première lecture le budget pour 2022. Un budget qualifié « d'indéfendable et électoral » selon le sénateur Jean-Baptiste Blanc. Ce PLF est-il raisonné et raisonnable ?

On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre. Nous ne pouvons pas mobiliser 100 milliards d'euros de plan de relance sans mettre la main à la poche. Nous aurions pu faire un budget équilibré, même si la tâche aurait été extrêmement compliquée. Les infirmières n'auraient pas été augmentées, France relance aurait été arrêté, les moyens affectés à la sécurité auraient été réduits. De la même manière, nous n'aurions pas investi dans notre souveraineté alimentaire, industrielle, technologique, ni dans le nucléaire et les petits réacteurs. Tout le monde veut baisser les fonctionnaires, sauf chez soi. Je rappelle que la France a le premier taux de croissance de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques, ndlr). L'investissement n'est jamais une folie dépensière lorsqu'il permet de sécuriser l'avenir.

Que vous inspire la droite d'aujourd'hui ?

Ma circonscription est l'exemple même de ce qui se passe quand une personne de droite veut trop se rapprocher des extrêmes sur le triptyque : sécurité, immigration, identité. Je pense que même l'électorat qui vote à droite et à l'extrême droite ne se rend pas compte des conséquences sur sa vie de tous les jours. Si Éric Zemmour ferme les frontières, les agriculteurs risquent de se retrouver avec de grosses problématiques pour récolter les cerises et les fraises. Avec cette idéologie de rassembler toutes les droites, nauséabondes, racistes et xénophobes, nous sommes à mille lieues du courant dont certains se revendiquent. De Gaulle prônait une France unie et rassemblée. Je reprends ce qu'une personne avait déclaré à Éric Zemmour et qui suscite largement mon adhésion : « Vous n'êtes même pas le début du commencement du brouillon de de Gaulle ».

Éric Ciotti qui soutiendrait clairement Éric Zemmour en cas de face à face avec Emmanuel Macron au 2nd tour des présidentielles. Certaines frontières poreuses conforteront-t-elles l'adhésion à la majorité ?

Ce qui est certain, c'est que la droite d'aujourd'hui est mal à l'aise. La droite traditionnelle a envie d'une grande droite. De l'autre côté, Edouard Philippe ou Christian Estrosi, ancien ministre de Nicolas Sarkozy, ne se sentent pas à l'aise avec la proximité de l'extrême droite. Au milieu demeurent quelques orphelins qui ne savent plus trop où donner de la tête. La polarisation de la vie politique est assez inquiétante. Comment est-il pensable d'apporter encore son soutien à Éric Ciotti qui a clairement affirmé qu'il soutiendrait Éric Zemmour ? Je suis en contradiction avec l'ensemble du discours de ce dernier. Un mot sur le débat LR, qui a parlé d'économie ? L'éternel sujet de l'immigration a monopolisé les 128 minutes d'échanges.

Adrien Morenas, en marche pour les prochaines législatives ?

J'ai bien évidemment envie de me présenter à nouveau, mais pour ce faire, mon mouvement politique doit d'abord m'investir. En politique, à chaque jour suffit sa peine. Le député est un local qui parle au national. Nous nous enrichissons de tout ce qui se fait chez nous pour le porter à Paris. C'est en discutant que l'on se rend compte des synergies entre départements, dans le but de défendre nos idées ensemble.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

Faire avancer les choses dans ce temple qu'est l'Assemblée nationale et travailler ensemble pour améliorer la vie des Français au quotidien, voilà ce qui m'anime.

Propos recueillis par Linda Mansouri

Adrien Morenas : « La déviation de Mazan doit être une priorité départementale »



Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

Une multitude d'acteurs locaux se sont réunis autour de la table, sur invitation du député Adrien Morenas. Objectif ? Trouver une solution face à la circulation dense de camions sur la D1 traversant notamment Mazan.

20 ans que les Mazannais assistent à un ballet ininterrompu de 250 camions traversant quotidiennement le centre du village. A l'origine, une route départementale avait vu le jour afin de faciliter le transport et assurer le déplacement des militaires de la base du plateau d'Albion. Un tracé en trois étapes, dont le dernier tronçon n'a jamais été réalisé : celui de Carpentras à Mazan. Entre temps, le Vaucluse a assisté à un développement massif de l'activité des plâtriers, impliquant un nombre important de camions en transit. Les communes de Pernes-les-Fontaines, Saint-Didier, Venasque et Malemort-du-Comtat sont également traversées par cette route départementale et font état de diverses nuisances.

Ont assisté à cette réunion d'importance : Didier François, sous-préfet, Louis Bonnet (maire de Mazan), Ghislain Roux (maire de Malemort-du-Comtat), Gilles Veve, (maire de Saint-Didier), Max Raspail et Myriam Silem (conseillers départementaux), Dominique Plancher (maire de Venasque), Didier Carle (maire de Pernes-les-Fontaines), ainsi que deux représentants de la Gendarmerie nationale. « La ville de Mazan bloque la circulation le mercredi. Malemort-du-Comtat va être en travaux pendant trois mois, la question est assez urgente », souligne le député de la 3e circonscription du Vaucluse. Ce dernier, qui rappelle l'importance que revêt l'industrie plâtrière locale en matière d'emploi, appelle à la réflexion et au consensus.

Sécurité et santé publique

Deux problématiques majeures ont animé les échanges. La sécurité publique est une des préoccupations, eu égard à la voirie non adaptée à un tel trafic et à l'itinéraire impliquant le passage devant des écoles ou des collèges. La circulation dense entraîne également une problématique de santé publique. « Le trafic conduit à l'engorgement de la ville de Mazan et de Pernes-les-Fontaines car les camions peinent à se croiser, bloquent la circulation et entraînent ainsi des émanations dangereuses pour les habitants », précise Adrien Morenas. Ajoutés à cela les nuisances sonores et autres détériorations de la chaussée.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026



Réunion du vendredi 5 novembre autour de la déviation de Mazan

Un aménagement à visée globale

C'est donc avec cette volonté de « porter la réflexion » au côté des acteurs de l'instance départementale, que le député LREM prône une conception globale en matière d'aménagement. « Aujourd'hui, on ne crée plus une route comme on la créait avant. Ce projet à tout intérêt à revêtir une dimension globale pour intégrer des infrastructures de sécurisation pour piétons et vélos par exemple. » Une conception holistique qui permettra ainsi d'élargir le spectre des solutions de financement. « Agissons pour sécuriser le canton. Il en va de la santé et de la sécurité des habitants du canton de Pernes-les-Fontaines », ponctuera Myriam Silem, conseillère départementale.

Après avoir échangé sur toutes les possibilités de réaménagement pour cette départementale, plusieurs tracés de déviation ont été envisagés. Des études suivront pour déterminer quel itinéraire est le plus adapté.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839
Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

Campus LREM à Avignon : « une action d'envergure sur un territoire compliqué » selon Adrien Morenas



Galvaniser les troupes, défendre le bilan LREM et mobiliser le local. En quelques mots, la volonté de l'aréopage de ministres venus au parc des expositions d'Avignon ce week-end. Le député du Vaucluse, Adrien Morenas, revient sur ce campus de rentrée au parfum de

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

précampagne présidentielle.

L'Echo du mardi : Le choix s'est porté sur la cité papale pour accueillir le campus de rentrée LREM. Le mouvement s'est-il étiolé avec le temps pour voir son enracinement local perdre un peu plus de sa consistance ?

Adrien Morenas : Si vous me le permettez, je tiens tout d'abord à remercier l'ensemble des volontaires, bénévoles, comités locaux et Michèle Malivel, référente départementale LREM Vaucluse pour ce remarquable rendez-vous qui a réuni 4500 militants à Avignon. Concernant le parti LREM, Il ne perd pas du tout de son ancrage, l'objectif était d'aller au plus proche des territoires. Le choix d'Avignon n'est pas le plus facile, politiquement parlant, pour y tenir ce genre meeting. L'idée était de déployer une action d'envergure sur un territoire compliqué. Et de démontrer à tous l'union de cette majorité présidentielle. Je rappelle que des militants des partis Modem et Agir, la droite constructive, était également présents. Le siège LREM a manifesté son choix d'organiser ce campus à Avignon, l'équipe départementale s'est ainsi mise à disposition pour organiser ces deux jours. Ce n'est pas un simple mouvement de cliqueurs, de personnes qui s'inscrivent sur les réseaux sociaux. Les sympathisants locaux, nationaux et internationaux, ont prouvé la force de cette base militante. Ce congrès leur rendait hommage.

« On ne cache pas qu'on est en campagne pour défendre ce qu'on a fait pendant quatre ans, pour promouvoir ce bilan » déclarait Stanislas Guérini, délégué général LREM, au micro de France bleu. Ce campus faisait-il office de lancement de précampagne ?

Il n'a échappé à personne que des élections présidentielles se jouent dans 6 mois. Le président n'a pas annoncé sa candidature. En revanche, nous souhaitons qu'il se présente à nouveau. Je ne suis pas en campagne, je manifeste simplement cette volonté militante de voir Emmanuel Macron briguer un nouveau mandat. Ce campus de rentrée était l'occasion de revenir sur quatre années d'actions politiques, d'expliquer les futurs textes qui approchent et de s'approprier encore mieux les mesures via une multitude d'ateliers. Ces derniers ont été animés par des hommes et femmes, des parlementaires ou bien le Premier ministre, sur des sujets décisifs tels que l'agriculture, la transition écologique et numérique, le développement économique et bien d'autres.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026



Michèle Malivel, référente départementale LREM Vaucluse en compagnie d'Adrien Morenas

LREM Vaucluse présentait pourtant il y a quelques jours un tract estampillé ‘5 ans de plus’.

Il s'agit ici d'une simple volonté, l'expression d'un souhait de militant, celui de voir Emmanuel Macron se lancer dans la course présidentielle 2022. Je rappelle que LREM est l'organe militant de notre mouvement politique. En Vaucluse, la famille LREM peut compter sur 2000 adhérents actifs et mobilisés. Autour de notre référente départementale gravite une équipe dynamique et impliquée, des animateurs locaux qui montent des comités et organisent des réunions, des actions de tractage et font remonter les principaux sujets de préoccupation. Ce campus prouve d'ailleurs la vitalité de notre mouvement. Je ne

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839
Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

connais pas de parti politique qui a fait sa rentrée avec autant de monde et de ferveur. Il y a un réel engouement, contrairement à ce que certaines personnes veulent faire croire, autour de l'action menée par le Gouvernement et le Parlement. Beaucoup se sont revus 5 ans en arrière, lors du meeting de la Mutualité. Nous avons retrouvé ce week-end l'énergie des premières heures militantes.

Lors du campus, Olivier Véran a qualifié Eric Zemmour d' »aventurier du repli, du rejet, du racisme ». Christophe Castaner l'a accusé d'être « fier de piétiner l'héritage de notre pays » . N'est-ce pas là une erreur stratégique des tenors LREM, qui confèrent un peu plus de légitimité politique, sinon médiatique, à un homme qui ne s'est même pas présenté ?

Disons que ce personnage entre dans le champ politique, même si sa candidature n'a pas été rendue publique, ce qui reste une stratégie de sa part selon moi. Toujours est-il que l'aile droite de l'échiquier politique s'inquiète de sa présence. Idem pour l'extrême droite ou au sein des verts. Les médias en font un acteur politique à part entière, avec pas moins de 56 heures d'audience cumulées le mois dernier. Même s'il n'est pas candidat, il reste crédité de 15% d'intentions de vote dans les sondages, cela signifie bien que ses thèses plaisent. On se doit d'être vigilant à l'égard des personnes qui s'arrangent avec l'histoire ou un courant de pensée, pour faire croire que les maux s'expliquent uniquement par l'immigration. C'est tellement facile de prétendre que tous les problèmes trouvent leur origine au sein d'une minorité, stigmatisée en raison d'une appartenance religieuse, d'autant plus dans un pays laïque.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839



Christophe Castaner au coté des militants LREM Vaucluse

En matière de philosophie politique, il faut être expert en subtilité pour déceler les nuances entre LREM et le Modem par exemple…

La majorité présidentielle est une majorité incluante. Il ne vous a pas échappé que pendant quatre ans, François Bayrou et le président de la République ont fait campagne main dans la main. Au même titre que LREM accueille des gens de gauche, de droite ou du centre. Au sein de ce parti présidentiel, on peut adhérer à des idées de droite, pour mettre en pratique des idées de gauche. Toutes les composantes de cette majorité présidentielle sont importantes. Subsistent quelques différences à la marge, mais en effet, les courants de pensée sont similaires.

Edouard Philippe s'est exprimé via vidéo lors du meeting, glissant une invitation à le rejoindre pour le lancement de son nouveau parti politique le 9 octobre au Havre. Une invitation qui irrite certains partisans LREM, alors même qu'Edouard Philippe fustigeait le revenu

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

d'engagement et alertait sur la dette publique dans 'Challenges'. Sommes-nous face à une volonté d'élargissement de la majorité présidentielle ou bien est-ce une tâche sur le tableau d'une majorité qui se veut unie ?

Je pense que l'interview qu'Edouard Philippe diffusée dans l'émission « 7 à 8 » parle d'elle-même. Il a clairement manifesté son soutien indéfectible au président et veut avoir sa part dans la campagne qui s'annonce. C'est une personnalité de droite qui souhaite élargir un peu plus la majorité sur l'aile droite. Plus il y a de personnes, quel que soit leur courant de pensée, souhaitant s'engager au sein de cette majorité présidentielle, plus la volonté que nous avons de parler à l'ensemble des Français est grande. Au même titre que le parti 'Agir droite constructive', un groupe parlementaire formé de militants LR et créé après les élections de 2017.



La députée de la 1e circonscription du Vaucluse, Souad Zitouni, au côté d'Adrien Morenas et de Michèle Malivel.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

En marge du campus, Elisabeth Moreno, ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances, s'est rendue dans la Maison de vie à Carpentras. Pourquoi l'avoir invitée dans cette structure ?

La Maison de vie est quelque chose d'exceptionnel à mettre en valeur, une belle initiative carpentrassienne. Nous savons que les personnes séropositives sont régulièrement victimes de discrimination, ajoutez à cela les difficultés liées à la maladie. Cette structure a vu le jour grâce à la volonté de la Princesse Stéphanie de Monaco et de l'engagement de la ville de Carpentras qui a cédé le terrain pour un euro symbolique. C'est intéressant de montrer que lorsque les volontés se rejoignent, privées et publiques, elles peuvent donner lieu à de beaux projets comme celui-ci. Rappelons que la Maison de vie a permis de soutenir jusqu'à présent 1300 malades du sida ou porteurs du VIH.



Parmi les personnalités présentes: Jacqueline Bouyac, vice-présidente de la Région Sud et le préfet de Vaucluse Bertrand Gaume.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

Il y a quelques jours, sur invitation du député vauclusien Julien Aubert, quatre candidats à la primaire Les Républicains se retrouvaient à Lourmarin. Qu'est-ce qui vous différencie de ce parti qui demeure vivement actif au sein du tissu local ?

Disons que les Républicains ont une certaine majorité sur le territoire. Il y a une véritable base LR mais, contrairement à ce que l'on pense, tous ne sont pas favorables aux mesures prises par le haut. Ce qui fait réellement notre différence, c'est que nous sommes un mouvement de militants avant de devenir un parti politique. Nous avons cinq ans d'existence là ou LR est ancré depuis bien plus longtemps et vit à travers ses élus. A l'époque, nous n'avions pas de militants, ce sont les Français eux-mêmes qui ont exprimé leurs priorités lors de la 'grande marche'. Etre gaulliste en 2021, est-ce la même chose qu'être gaulliste en 1950 ? Qui n'a pas envie d'être gaulliste ? La droite gaulliste se constitue entre autres de militants réformistes mais qui, pour autant, ne se retrouveront pas dans la philosophie politique de LREM. Concernant le Rassemblement national, nous n'avons eu de cesse de constater la baisse sur l'ensemble des scrutins depuis quatre ans. Les concitoyens s'intéressent davantage aux actes qu'aux paroles. Aujourd'hui, nous avons démontré que l'ensemble des mesures allaient dans le sens de ce que voulaient les Français.



Environ 4500 militants réunis à Avignon.

Après le choc que vient de subir l'économie nationale et les 140 milliards du 'quoi qu'il en coûte', le président 'Réformator' maintient ses engagements : baisse de la taxe d'habitation, du taux de l'impôt sur les sociétés, mise en place du bouclier tarifaire dernièrement. Toutes ces mesures ne fleurent-elles pas bon l'électoralisme ?

Réformator ? Voilà une formule qui me va très bien. Je ne dirai pas qu'elles sont électoralistes. Aujourd'hui, la France doit appliquer un tarif de gaz qui est européen. L'enjeu est de limiter les dégâts et LREM s'est toujours battu pour le pouvoir d'achat des Français. Nous prenons ainsi des dispositions pour

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 3 novembre 2026

éviter que ces deux augmentations ne mettent davantage les Français dans une situation de précarité. Hors de question de faire supporter ces hausses de prix du gaz et de l'électricité aux Français. Pour ce qui est de la taxe d'habitation, non seulement nous maintenons la baisse, mais il n'y aura pas d'augmentation d'impôt à venir. Nous partons du principe que le pouvoir d'achat contribue à la relance du pays, par le biais de la consommation. Au sujet du plan de Relance, nous avons investi sur nos entreprises qui créeront par la suite de la richesse et feront fonctionner l'économie locale. Dois-je rappeler que lorsque ces dispositifs ont été mis en place, on nous prédisait une catastrophe, un taux de récession jamais vu, un taux de chômage record. La vérité est toute autre. Les politiques menées ont réussi à protéger les Français et nous enregistrons la plus grosse reprise économique au sein de l'OCDE (ndlr: Organisation de coopération et de développement économiques).

Propos recueillis par Linda Mansouri